

Un sans-abri sur trois est une femme à Namur et Charleroi

La Fondation Roi Baudouin a chargé l'UCLouvain et la KULeuven d'étudier le sans-abrisme dans quatre régions du pays. Dont Namur et Charleroi.

PASCAL LORENT

Combien ? Pour la deuxième fois, la Fondation Roi Baudouin pose la question du nombre de personnes sans toit. Elle a chargé le Cirtes (UCLouvain) et le centre de recherches et de consultance Lucas (KULeuven) d'étudier la situation de Charleroi, de Namur, du sud de la Flandre-Orientale et de la région de Vilvorde. Un travail qui a le mérite de mettre en évidence « la face immergée de l'iceberg », souligne Martin Wagener (UCLouvain), un des auteurs de l'étude.

Menée avec les associations de terrain, elle recense pour la première fois les personnes ne disposant pas d'un foyer, en collant davantage à une réalité sociale mouvante. Avec des résultats parfois à l'encontre des clichés. Ainsi à Namur, on relève presque autant de sans-abri (1.146) qu'à Charleroi (1.159). Les enfants ne sont pas épargnés par cette précarité extrême : l'étude en a identifié 272 à Namur et 200 à Charleroi.

Mais où dorment-ils ? L'étude a embrassé sept situations différentes, depuis l'occupation de l'espace public jusqu'aux menaces d'expulsion en passant par les lieux non conventionnels (tente, garage, squat...). A Namur, un adulte sur cinq (19,1 %) et un enfant sur trois (37,1 %) logent dans un foyer d'hébergement (maison d'accueil, logement de transit). La proportion est sensiblement identique à Charleroi pour les adultes (19,7 %) et plus marquée pour les mineurs (50,5 %). Dans la capitale régionale, un tiers des adultes (33,2 %) trouve refuge chez des parents ou des amis ; à Charleroi, quand ils ne dorment pas chez des proches (31,5 %), les SDF occupent des lieux non conventionnels (23,1 %).

Si le sans-abrisme reste un phénomène masculin (64,3 % à Namur, 70,6 % à Charleroi), une personne sur trois à la rue est une femme. Sans surprise, les personnes isolées constituent la part la plus importante des « sans chez soi » : 73,9 % à Charleroi et 61,6 % à Namur. Une proportion qui grimpe encore si on ajoute les familles monoparentales namuroises (14,8 %) et carolo (8,7 %). Dans une large majorité – 72,4 % à Namur et 80,5 % à Charleroi –, il s'agit de personnes nées en Belgique. Pour les autres, plus de la moitié est sans titre de séjour ou en séjour temporaire. Et si 17,7 % des SDF namurois et 13 % des Carolos ne disposent d'aucun revenu, ils sont respectivement 70,8 % et 79,1 % à percevoir un revenu de remplacement ou une allocation. Insuffisant pour leur permettre de s'offrir un toit.

Parmi ces gens, un individu sur quatre se dit en bonne santé. Ceux qui ne le sont pas, souffrent principalement d'assuétudes (26,8 % à Namur et 31,7 % à Charleroi) et de troubles mentaux (respectivement 25,3 % et 17,2 %). A Namur, près d'une personne sur cinq à la rue (19,6 %) a séjourné en psychiatrie par le passé. A Charleroi, une sur cinq (21,8 %) est passée par la case « prison ».

« Il revient maintenant aux associations de terrain de formuler des recommandations aux politiques, commente Martin Wagener. Il faut leur faire confiance car elles ont une expérience et les données collectées leur permettront d'affiner les actions existantes car elles apportent une vision plus large et plus ajustée du sans-abrisme. »



La majorité des sans-abri sont des hommes. © PIERRE-YVES THIENPONT.

témoignage « J'ai trouvé un logement à Huy. Je vais donner ma tente à Jean-Marc »

REPORTAGE
P.L.T

Le crachin qui pleure ce mardi sur la ville plombe les silhouettes. Sous le bitume ravauté, les ouvriers de la Ville Haute cherchent les cendres d'un phénix à renaître, du nom du vaste chantier de rénovation urbaine en cours. Mais si Charleroi se dévêt de ses haillons de pierres, ses habitants ne peuvent en dire autant. « Le nombre de sans-abri a augmenté, même s'il est impossible pour nous de les chiffrer ou de préciser si la crise sanitaire a aggravé la situation », constate Christophe Brismé. Il est éducateur depuis 2004 au sein de Carolo Rue, un des services du CPAS qui va au contact des personnes les plus précarisées. Ce matin, il part en « maraude ».

Pour se protéger du froid et des averse, certains sans-abri trouvent refuge sous terre. Comme dans la station de métro Waterloo, sous l'avenue éponyme. Sur le muret du quai, deux jeunes comptent leurs pièces dorées, un gobelet vide posé à côté. A l'arrivée de l'éducateur, l'un des deux prétexte un rendez-vous pour s'en aller.

L'autre reste là. C'est Laurent. Ce trentenaire est à la rue depuis décembre. Ses parents l'ont mis à la porte « parce que j'avais pris leur carte de banque pour acheter mon héroïne et ma cocaïne », explique-t-il. « Souvent, aux problèmes sociaux se greffent des assuétudes ou des troubles psychosociaux », commente Christophe. Depuis le début de l'hiver, Laurent est domicilié au CPAS pour bénéficier du RIS et partage ses journées entre la rue, le Resto du Cœur et l'abri de nuit de la rue Dourlet. A Charleroi, 585 personnes (+37,6 % depuis 2017) perçoivent ce revenu d'insertion sociale ou d'autres aides réservées au SDF. Pour le seul RIS de rue, le nombre de bénéficiaires a crû de 46,5 % en cinq ans. « Normalement, j'aurai bientôt une place à l'Ilot », raconte Laurent. Cette structure d'accueil installée à Jumet propose un hébergement, le temps de se reconstruire une situation plus stable. « Je veux prendre un nouveau départ », professe-t-il.

Chaque jour, les sept travailleurs sociaux de Carolo Rue sillonnent le territoire de l'entité à la rencontre des « mangeurs ». Ce mardi, ces derniers ne peuvent pourtant pas « démarcher » en

centre-ville en raison du règlement communal sur la mendicité qui leur impose de « tourner » sur le territoire des anciennes communes carolos. « Ce plan a un peu compliqué notre travail car il a étendu notre périmètre de travail, glisse Christophe. Et pendant le confinement, c'était pire encore. »

Un squat, comme un campement

Certains mendians bravent pourtant l'interdit. A deux pas du complexe commercial Rive Gauche, David patiente, appuyé contre une façade. Il porte deux gilets à capuche et une couverture nouée autour de la taille et des épaules, pour se protéger du froid. Ses mots adoptent une sonorité particulière. « Je suis d'origine albanaise et roumaine », répond-il. Recruté sous statut d'indépendant pour construire des chalets en bois, il a très vite glissé vers la rue en perdant son emploi. « J'avais déclaré tout ce que je gagnais, j'ai dû vendre ma voiture ». Une explication parcellaire pour éclairer cette relégation, faute de ressources per-

Car au sein de cette population marginale de Charleroi, certains ont choisi de se débrouiller seuls. Ou presque. Ils vivent notamment dans des squats, déménageant lorsque ceux-ci sont achetés et rénovés. « Pendant le confinement, certains avaient emménagé dans les parkings souterrains qui n'étaient plus occupés, en raison du télétravail, poursuit-il. Puis, quand les gens ont repris en présentiel, ces occupants ont dû partir. » A Marcinelle, les anciens bâtiments de l'entreprise De Cock constituent un point de chute permanent. La structure de béton, de verre et d'acier est pourtant voisine des bâtiments de la police judiciaire. L'immeuble est nu, revenu à l'état de gros œuvre fermé.

« C'est Carolo Rue », lance l'éducateur en balayant l'intérieur de sa lampe de poche. Un abolement retentit. Un petit chien tenu par un harnais précède un homme à la barbe blanche et coiffé d'un bonnet. Lentement, il descend l'escalier comme il en a dégingolé un autre, social, en maîtrisant un cabas à roulette qui semble bien chargé. Jean-Marie occupe ce squat depuis plusieurs mois. Son épouse et lui ont été mis à la rue l'année passée par leur propriétaire, s'indigne-t-il en vouant cette dernière aux gémonies. Veuf depuis le 22 novembre, abandonné par sa famille, il a emménagé entre ces murs, protégé de l'hiver et des violences de la rue. « Mais j'ai retrouvé un logement à Huy, confie-t-il. J'emménage à la fin du mois. Je laisserai ma tente à Jean-Marc parce que lui, il a toujours été gentil avec moi. »

Sa tente, c'est son ultime « chez soi », en attendant d'être relogé. Au 3^e étage, sur un ancien plateau, plusieurs dômes de toile reposent en rangée sur le béton froid et nu. Au milieu, une valisette noire ouverte expose quelques victuailles : sandwiches, madeleines, pommes... Contre un pilastre en béton, une brosse de rue repose. Car ce périmètre collectif constitué de bulles de solitude est propre, entretenu, à l'inverse du reste des étages. « Certains s'aménagent des espaces bien rangés », souligne Christophe.

Un espace de survie où l'âpreté de l'existence s'efface pour un temps, épargné par les vents et l'humidité. Un lieu de répit, loin du regard des hommes. De ceux qui veulent les aider et de ceux qui les ont oubliés.

Les données collectées apportent une vision plus large et plus ajustée du sans-abrisme

Martin Wagener (UCLouvain)

Co-auteur de l'étude



Les sans-abri vivent notamment dans des squats, déménageant lorsque ceux-ci sont achetés et rénovés. © PIERRE-YVES THIENPONT.

sonnelles ou parce qu'aucune aide n'est arrivée à temps. « A Charleroi, il y a plusieurs structures qui peuvent t'aider », lui explique l'éducateur en les détaillant sur une feuille A4 imprimée. David ne les connaissait pas. Il promet d'aller rencontrer une assistante sociale. « On doit gagner leur confiance et on ne doit pas les forcer à venir vers nos structures », précise Christophe en repartant.